

Ugo Palheta

La possibilité du fascisme

France, la trajectoire du désastre

R1A 0491

③



La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Bibliothèque nationale et universitaire
Site Bionne

22 JAN. 2019

*À la mémoire de Brahim Bouarram, Ibrahim Ali
et Clément Méric, tués par l'extrême droite.*

Composition Facompo, Lisieux
Dépôt légal : septembre 2018

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information par courriel, à partir de notre site

www.editions-ladecouverte.fr

où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

ISBN 978-2-348-03747-4

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2018.

L'actualité du danger fasciste

Notre approche du fascisme se distingue donc par la volonté de saisir le fascisme à la fois comme expression de la crise du capitalisme, et plus spécifiquement d'une *crise d'hégémonie*⁴⁸, et comme un mouvement de masse doté d'une autonomie relative. À ce titre, il doit être considéré comme un acteur politique à part entière pouvant apparaître, à un stade avancé de développement de cette crise, comme une solution pour certaines fractions des classes possédantes mais aussi pour de vastes franges de la population. Cela suppose une rupture avec l'instrumentalisme économiste auquel a trop souvent succombé le marxisme orthodoxe⁴⁹. La conquête du pouvoir politique par les fascistes et la construction d'un État fasciste n'a pas répondu à une simple « exigence » ou « volonté » de la bourgeoisie. On ne devrait donc jamais postuler l'inexistence d'un danger fasciste en prétextant que la bourgeoisie française n'en aurait nul « besoin » à l'heure actuelle et pourrait se satisfaire de la « démocratie ». Il fallut une situation de crise d'ensemble du système capitaliste pour que la bourgeoisie, à travers ses représentants politiques organiques (la droite traditionnelle), permette l'accès des fascistes au pouvoir d'État. Il fallut aussi que ces derniers, dans un contexte de crise idéologique généralisée qu'ils alimentèrent habilement, aient conquis préalablement une audience de masse dans la population, en promettant tout et à tout le monde, en faisant valoir leur dynamisme militant et leur capacité à faire contrepoids au mouvement ouvrier, et en popularisant l'horizon d'une renaissance nationale.

Une question surgit inévitablement : le concept (générique) de fascisme, tel que défini plus haut, ne désignerait-il pas une

48. Pour des développements sur ce point, voir chapitre 2.

49. On trouvera chez Nicos Poulantzas une critique énergique et sans concessions, à partir du marxisme, de cette dérive : *Fascisme et dictature*, op. cit.

réalité trop singulière historiquement pour nous être utile aujourd'hui ? Ne faudrait-il pas, en conséquence, en réserver l'usage pour cette époque, aujourd'hui révolue ? À pousser un tel raisonnement jusqu'au bout, on en vient nécessairement à ne l'utiliser que pour le seul cas italien. Pour Ernst Nolte et Renzo de Felice, deux historiens du fascisme dont les travaux ont été âprement débattus et critiqués, les mouvements et régimes fascistes constituaient des phénomènes indissociables d'un contexte particulier, celui de la « guerre civile européenne » (1914-1945). R. de Felice en vint d'ailleurs à considérer, comme Zeev Sternhell, que le mussolinisme et l'hitlérisme ne relèveraient pas d'une même catégorie en raison de la centralité de l'antisémitisme dans le second⁵⁰.

Au nom de définitions ou d'interprétations restrictives du phénomène fasciste, on se condamne souvent à un simple recensement des singularités. Sous sa forme non simplement biologique mais génocidaire, l'antisémitisme constitue assurément une spécificité du nazisme et, si on isole cette dimension, il sera difficile de considérer qu'il relève d'un même *type* de mouvement ou de régime que le fascisme italien, dans lequel l'antisémitisme d'État ne s'imposa que tardivement⁵¹. De même pourra-t-on alors avancer que l'extrême droite contemporaine ayant rompu, quoique partiellement et verbalement, avec l'antisémitisme viscéral qui lui était consubstantiel depuis la fin du XIX^e siècle, rien ne saurait justifier

50. Sur les débats historiographiques et politiques auxquels ont donné lieu le fascisme, voir notamment le livre classique de Renzo de Felice : *Les Interprétations du fascisme*, Paris, Éditions des Syrtes, 2000 [1969]. Voir également la synthèse beaucoup plus récente proposée par Olivier Forlin : *Le Fascisme. Historiographie et enjeux mémoriels*, Paris, La Découverte, 2013.

51. M.-A. Matarad-Bonucci insiste néanmoins sur les racines proprement italiennes de cet antisémitisme d'État, qui ne fut pas qu'un simple sous-produit de l'alliance avec l'Allemagne nazie. Voir *Totalitarisme fasciste*, op. cit. On notera que, de son côté, le régime de Vichy fut antisémite de bout en bout et, contrairement à une idée longtemps reçue, sans que cela soit le produit direct d'une exigence allemande. Voir sur ce point M. R. Marrus et R. O. Paxton, *Vichy et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1981.

qu'on la compare au nazisme. Mais ce serait oublier que ce ne sont pas les groupes qu'il prend spécifiquement pour cibles qui caractérisent politiquement le fascisme. Ce qui autorise *a minima* à les penser ensemble, c'est que le mussolinisme et l'hitlérisme, mais aussi la plupart des mouvements de l'extrême droite contemporaine, constituent essentiellement des variantes d'un nationalisme extrême. Or, si le nationalisme n'est pas raciste par essence, il tend néanmoins vers des formes d'exclusivisme qui, dans certaines circonstances historiques, entrent en affinité avec le racisme : celui-ci vient alors fournir aux nationalismes un « contre-type pour aiguïser leur propre sens de la communauté⁵² ». Le racisme fut le « catalyseur qui fit basculer le nationalisme allemand de la discrimination à l'extermination de masse⁵³ », et rien n'indique que seul le racisme antijuif pouvait – et peut encore – jouer ce rôle de catalyseur. Dans l'Europe occidentale contemporaine, en particulier en France, en Italie ou encore en Allemagne, la démonisation des musulmans s'est ainsi largement substituée à la haine des juifs, en particulier à l'extrême droite, et l'on peut craindre que l'islamophobie ait le même potentiel de radicalisation des nationalismes que l'antisémitisme autrefois.

Certains historiens du fascisme, en particulier George L. Mosse et Emilio Gentile, insistent, pour en comprendre la genèse, sur le processus de brutalisation extrême initié par la Première Guerre mondiale et l'aiguïsement des nationalismes qu'elle a engagé⁵⁴. Dès lors, sans un événement du même type, point de résurgence possible du fascisme. C'est un argument qu'on ne saurait esquiver mais, si l'on se garde de penser le néofascisme comme le simple retour d'un fascisme toujours identique à lui-même, comment ne pas envisager que des formes renouvelées de brutalisation puissent produire des

52. Voir G. L. Mosse, *La Révolution fasciste*, op. cit., p. 96.

53. *Ibid.*, p. 98.

54. G. L. Mosse, *De la Grande Guerre aux totalitarismes. La brutalisation des sociétés*, Paris, Hachette, 1999 [1990].

effets équivalents à ceux observés dans l'entre-deux-guerres ? François Cusset souligne dans un livre récent que la violence n'a pas régressé mais prend des formes nouvelles⁵⁵ : alors que les violences physiques entre personnes sont de moins en moins acceptées, les violences de masse perpétrées par des États, de plus en plus souvent à distance⁵⁶, semblent largement tolérées, dans la mesure où elles ciblent des populations ou des groupes préalablement constitués en ennemi (intérieur ou extérieur). Là encore, c'est sans doute le racisme qui joue un rôle fondamental : en permettant une déshumanisation de cet ennemi, il légitime par avance les traitements d'exception dont fera l'objet celui-ci, et par extension toutes celles et tous ceux qui pourront lui être assimilés (dans la logique proliférante, et bien souvent délirante, du racisme), et il garantit l'indifférence dont la majorité fera preuve à leur égard, voire le soutien qu'elle apportera à l'oppression.

Les théories explicatives du fascisme alternent ainsi trop souvent entre des approches philosophiques d'une extrême généralité et des approches historiques qui singularisent à l'excès chaque variété de fascisme⁵⁷. Les premières tendent à dissoudre la spécificité historique du fascisme, donc à le banaliser et à méconnaître les conditions dans lesquelles il peut naître, s'enraciner et conquérir le pouvoir. Les secondes amènent nécessairement à affirmer l'inactualité radicale du fascisme, l'impossibilité de sa résurgence dans le contexte présent. Plus généralement, le concept de fascisme et les théories explicatives du fascisme n'échappent pas au destin

55. F. Cusset, *Le Déchaînement du monde. Logique nouvelle de la violence*, Paris, La Découverte, 2018.

56. Voir G. Chamayou, *Théorie du drone*, Paris, La Fabrique, 2013.

57. Toute une tradition d'analyse du fascisme en fait par exemple le produit de la survivance de traditions et de couches sociales préindustrielles, en Italie comme en Allemagne (*Sonderweg*), et plus généralement le produit d'un « retard » de la démocratie bourgeoise et de l'« État de droit » sur le processus de modernisation capitaliste. Plus généralement, sur les problèmes posés par la caractérisation politique du nazisme, voir I. Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ?*, Paris, Gallimard, 1992 [1985], chapitres 1 et 2 notamment.

de tout concept et de toute théorie prétendant subsumer des phénomènes politiques nécessairement disparates et en proposer une interprétation. Incapables de saisir chaque mouvement politique et chaque situation nationale dans leurs complexités et singularités, ils sont voués à laisser en partie insatisfait. La mise en parallèle du fascisme classique et de l'extrême droite contemporaine nous paraît pourtant utile et productive, contrairement à nombre de politistes qui tendent à n'y voir que la manifestation d'une « paresse intellectuelle »⁵⁸. Paresse à n'en pas douter si l'on se contente de penser le FN, la Liga ou Pegida comme une simple reproduction du fascisme de l'entre-deux-guerres. Or, comme on l'a dit, notre objectif est tout autre : il s'agit de cerner le danger fasciste de notre temps, à travers les conditions économiques et sociales qui rendent le fascisme possible, à travers les dynamiques politiques qui sont mises en branle, mais aussi à travers les idées qui permettent à l'extrême droite de toucher, et parfois de mobiliser, une partie du corps social⁵⁹.

La plupart des spécialistes de l'extrême droite contemporaine, mais aussi d'importants historiens du fascisme classique, refusent par principe de lier l'analyse scientifique au combat politique antifasciste. Dans la mesure où l'entre-deux-guerres est la seule période durant laquelle des organisations fascistes ou parafascistes se sont développées jusqu'à parvenir au pouvoir et à installer des dictatures plus ou moins stables et durables (en Espagne et au Portugal elle se sont maintenues durant près d'un demi-siècle), il y a à notre sens quelque chose d'irresponsable à refuser de mettre en parallèle le fascisme classique et l'extrême droite contemporaine. On renonce ainsi à apprendre des modalités selon lesquelles des mouvements de ce type, une fois créés, parviennent à s'enraciner, à se dévelop-

58. J.-Y. Camus et N. Lebourg : « Face au FN, sortons de la paresse intellectuelle », *Libération*, 29 novembre 2015.

59. F. Lordon, *Les Affects de la politique*, Paris, Seuil, 2016.

per jusqu'à exercer le pouvoir⁶⁰ : quelles furent les conditions de possibilité du désastre fasciste ? Comment les mouvements fascistes parvinrent-ils à conquérir le pouvoir et à s'y maintenir ? Pourquoi leurs opposants furent-ils vaincus ? Quelles furent les forces et les faiblesses des régimes fascistes ? Pourquoi et comment finirent-ils par être eux-mêmes vaincus ?

D'un point de vue scientifique mais aussi politique, l'intérêt de la comparaison nous paraît donc difficile à nier, à moins d'imaginer que cette extrême droite n'aurait rien hérité du passé ou que les conditions présentes seraient à ce point inédites qu'elles rendraient inutile tout parallèle historique. En outre, travailler à partir du concept de fascisme peut permettre de découvrir une continuité dans une histoire apparemment chaotique mais aussi de bâtir une compréhension commune et une mémoire partagée, renouant le fil entre les luttes passées et les combats présents ou futurs. Sans un tel effort, la détermination d'un point d'ancrage potentiel et la formulation d'hypothèses stratégiques paraissent impossibles, car sans objet : comment savoir où l'on se trouve et où aller si l'on se complaît dans l'illusion que l'on vient de nulle part et que l'on repart de zéro à chaque moment ? À l'opposé, Daniel Bensaïd aimait rappeler – citant Deleuze – qu'« on recommence toujours par le milieu », récusant tout autant le leurre d'un commencement absolu que l'idée, non moins illusoire, de modèles politiques légués clé en main par l'histoire, mode d'emploi compris⁶¹.

C'est à une telle comparaison qu'ont procédé Enzo Traverso et Gaspar Miklos Tamas⁶². Mais, lorsqu'ils justifient l'emploi de la catégorie de « postfascisme » plutôt que de celle de « néo-

60. On aura ici reconnu les trois étapes de la dynamique fasciste selon R. O. Paxton. Voir *Le Fascisme en action*, op. cit.

61. Sur ce point, voir D. Bensaïd, U. Palheta et J. Salingue, *Stratégie et parti*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2016.

62. Gaspar Miklos Tamas, « On post-fascism. The degradation of universal citizenship », *Boston Review*, juin 2000, <http://bostonreview.net/world/g-m-tamas-post-fascism>.

fascisme »⁶³, ils referment trop rapidement le double débat nécessaire sur la caractérisation des mouvements d'extrême droite et de notre situation historique. Tout d'abord, ne demeure-t-il pas, au sein de l'extrême droite contemporaine et non simplement dans ses mouvances explicitement néofascistes presque partout marginales⁶⁴, un projet stratégique et politique qui relève d'une variante rénovée de la « synthèse fasciste » ? Ensuite, la période dans laquelle nous nous trouvons rend-elle si improbable la renaissance du fascisme, du moins conçu dans les termes d'un « équivalent fonctionnel » ?

Il ne suffit pas de remarquer que les mouvements d'extrême droite en général, et le FN en particulier, « ne revendiquent plus cette filiation » avec le fascisme ou d'affirmer que leurs transformations idéologiques équivalraient à une défascisation parce qu'ils ne présenteraient « plus de continuité visible, sur le plan idéologique, par rapport au fascisme classique »⁶⁵. Si des mutations du parti lepéniste sont effectivement à l'œuvre, elles en font un objet politique contradictoire et instable dont il est difficile de prévoir le devenir. Il est vrai qu'il s'est éloigné du fascisme historique sur certains points. Ainsi, le FN a mis en sourdine l'antisémitisme, l'homophobie et l'antiféminisme qui le caractérisaient jusqu'aux années 2000, à des fins évidentes de respectabilité. Cela lui a aussi permis de mieux stigmatiser les musulmans, auxquels se voit donc attribuée, contre toute évidence⁶⁶, la persistance des préjugés antisémites, des actes

63. Voir E. Traverso, *Les Nouveaux Visages du fascisme*, op. cit., 2017, p. 12-15.

64. Aucun des mouvements d'extrême droite disposant d'une audience actuellement en Europe n'affirme une continuité avec l'héritage fasciste, y compris Aube dorée en Grèce, qui semble le plus proche « stylistiquement » du fascisme classique mais nie cette proximité. Sur Aube dorée, voir notamment D. Psarras, *Aube dorée. Le Livre noir du parti nazi grec*, Paris, Syllepse, 2014. On pourrait également mentionner le Jobbik hongrois, qui a mis en œuvre depuis quelques années une stratégie de « dédiablement » impliquant de renoncer à toute marque de continuité avec le fascisme ainsi qu'à tout discours explicitement antisémite.

65. E. Traverso, *Les Nouveaux Visages du fascisme*, op. cit., p. 13.

66. Outre les nombreuses études qui rappellent que l'homophobie et le sexisme ne sont nullement l'apanage d'un groupe social ou ethno-racial, il faut rappeler que

ou discours homophobes et de l'oppression des femmes en France. Mais cet éloignement du fascisme mussolinien ou hitlérien se lit peut-être surtout dans son renoncement à constituer des milices usant de la violence contre les mouvements de contestation (ce que tentent néanmoins les petits groupes qui gravitent non loin du FN⁶⁷).

D'autres éléments montrent cependant que le FN s'est rapproché du fascisme par d'autres biais. Il a ainsi couplé à son nationalisme xénophobe et à son ultra-autoritarisme des éléments idéologiques qui relèvent davantage du registre fasciste que certains des positionnements qui le caractérisaient autrefois : le « ni droite ni gauche » de Marine Le Pen la ramène davantage à Doriot, donc au fascisme français, que la volonté de Jean-Marie Le Pen, dans les années 1970-1980, d'incarner la « droite nationale, sociale et populaire » ; la revalorisation et même l'éloge de l'État, en tant qu'ils rompent avec l'antiétatisme forcené qui caractérisait le FN jusqu'aux années 1990, le rapprochent davantage du fascisme qu'ils ne l'en éloignent, même si cela n'atteint pas la « statolâtrie » de Mussolini⁶⁸ ; l'antilibéralisme de Marine Le Pen, et sa défense verbale des travailleurs nationaux, s'apparentent davantage

c'est parmi les catholiques que s'est recrutée l'écrasante majorité des participants au mouvement contre l'égalité des droits (et plus spécifiquement contre l'ouverture du mariage aux homosexuels), mais aussi pour la « journée de retrait de l'école » (en 2014) qui protestait contre des formations en faveur de l'égalité hommes-femmes.

67. Voir N. Lebourg, « Bastion Social, le mouvement néofasciste qui s'implante en France », *Slate*, 28 mars 2018, <http://www.slate.fr/story/159568/bastion-social-neofascisme-france>.

68. Voir notamment le texte corédigé par Mussolini et le philosophe officiel du régime fasciste Giovanni Gentile, dans lequel ils prétendent exposer la « doctrine fasciste » : *Le Fascisme de Mussolini*, Paris, Demopolis, 2017. On doit néanmoins montrer une certaine prudence puisque, à l'époque où il recherchait l'alliance avec les milieux conservateurs et les grands industriels, Mussolini pouvait s'adonner à une critique féroce de toute intervention de l'État dans l'économie voire se déclarer ennemi de l'État. Ainsi va l'opportunisme programmatique du fascisme. Sur ce point, voir A. Tasca, *Naissance du fascisme*, op. cit. On ne saurait donc, comme Michael Mann, faire de l'étatisme déclaré un critère absolu de l'appartenance de tel ou tel mouvement au fascisme. Voir M. Mann, *Fascists*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

aux prétentions qui étaient celles de tous les mouvements se situant dans l'orbite fasciste que le néolibéralisme brutal, d'inspiration Reaganienne, promu autrefois par le FN. Enfin, sa rupture tactique avec l'antisémitisme et le négationnisme masque la virulence de son islamophobie, beaucoup plus rentable électoralement puisque faisant figure, dans le champ politique français actuel, de « racisme respectable⁶⁹ ».

Ce n'est pas tel ou tel élément pris isolément mais la totalité politique qu'ils composent qui importe et qui nous amène à caractériser le FN comme un parti néofasciste en gestation et non, à la manière de la quasi-totalité des experts de l'extrême droite, comme la variante française d'un « national-populisme » ou d'un « populisme de droite ». Mais qu'en est-il de la période ? Le fascisme était inscrit dans la « galaxie » moderniste de son temps. Il prétendait constituer une rupture et mobilisait l'utopie d'un « homme nouveau » dans un monde transformé de fond en comble ; c'est d'ailleurs cela qui le distinguait du conservatisme autoritaire. Or Enzo Traverso ou Michael Mann⁷⁰ insistent à raison sur l'effacement actuel de tout « horizon d'attente », de toute « transcendance », autrement dit l'affaiblissement de la capacité des populations et des mouvements politiques à se projeter dans un futur désirable et possible. La domination de l'idéologie néolibérale, dont l'un des traits particuliers est de présenter son règne comme celui de la « fin des idéologies », aurait ouvert une ère où se trouvent délégitimés par avance tout projet politique de rupture avec l'ordre établi, réputée impensable, et toute utopie, qui mènerait implacablement au totalitarisme.

L'extrême droite contemporaine serait donc incapable de faire renaître une telle impulsion utopique de rupture et devrait se contenter de plaider le retour à la stabilité d'autre-

69. Voir notamment S. Bouamama, *L'Affaire du voile, ou la production d'un racisme respectable*, Lille, Éditions du Geai Bleu, 2004 ; P. Tevanian, *Dévoilements. Du hijab à la burqa, les dessous d'une obsession française*, Paris, Libertalia, 2012.

70. Voir M. Mann, *Fascists*, op. cit., p. 364.

fois : aux « Trente Glorieuses », à l'État gaullien, aux monnaies nationales, etc. C'est sans doute là encore aller vite en besogne. La domination de l'idéologie néolibérale, si elle a pu apparaître totale immédiatement après la chute du Bloc de l'Est, se trouve aujourd'hui ébréchée ; le capitalisme ne connaît pas actuellement d'adversaire à sa mesure mais il est de plus en plus contesté, souvent partiellement, dans tel de ses aspects ou tel de ses effets, parfois dans sa logique même. À mesure que se dissipe l'illusion de la fin des idéologies renaissent peu à peu de nouvelles utopies : émancipatrices pour certaines, régressives pour d'autres. Il faut ainsi se garder d'une lecture statique de l'extrême droite et de la situation politique : non seulement le renouveau du nationalisme et le renforcement du racisme, en particulier de l'islamophobie, n'en sont sans doute, malheureusement, qu'à leurs balbutiements⁷¹ ; mais la crise d'accumulation du capital, l'instabilité hégémonique au niveau mondial (consécutive, notamment, au déclin relatif de l'hyperpuissance états-unienne et à l'affirmation de la Chine), ainsi que la relance de la contestation sociale et politique, pourraient inciter les classes possédantes à accentuer leur tournant autoritaire et xénophobe.

Certes, il ne s'agit pas d'un « retour des années 1930 », formulation contre-productive tant elle laisse entendre un recommencement à l'identique, mais le fascisme s'inscrit dans notre époque comme une possibilité concrète. C'est en ce sens que nous parlons ici d'*actualité* du fascisme, en distinguant fortement cette catégorie de celle d'*imminence*, qui postulerait la survenue sans délai de dictatures de type fasciste. Parler d'*actualité* du fascisme signifie que l'engrenage est d'ores et déjà enclenché et que le temps nous est donc compté. Mais cela permet de souligner que cette dynamique n'a rien de fatal et peut encore être enrayée, même si nous sommes pour l'instant bien mal armés – d'un point de vue politique, intellectuel

71. Voir chapitre 4.

et organisationnel – pour y faire face. La conscience et la compréhension de la menace doivent permettre d'engager un rassemblement des forces et leur convergence pour une transformation sociale de grande ampleur. Sans cela, le capitalisme – dans sa configuration néolibérale, autoritaire et raciste – a toutes les chances de nous entraîner vers l'abîme.

Les conditions de possibilité du fascisme

On n'aspire donc nullement ici à formuler une énième prophétie et à satisfaire ainsi le goût de s'effrayer ou le besoin de se rassurer à peu de frais. Pas plus que l'insurrection, le fascisme ne vient à la manière d'une force irrésistible. Il importe donc moins d'interpréter ses signes annonciateurs que de mettre au jour ses conditions de possibilité sans céder à la tentation d'un catastrophisme qui désarme plutôt qu'il ne mobilise. Il ne s'agit donc pas de proposer un scénario de politique-fiction mais de saisir ce qui, dans la situation actuelle, se présente encore en pointillés. Au centre de cette étude se trouve ainsi la catégorie de *possible*, qui permet d'enrichir notre compréhension du réel⁷². Elle met en évidence certaines virtualités cachées de la transformation des sociétés, et fait toute sa place à la dynamique incertaine et imprévisible des rapports de force sociaux et politiques. Si cette catégorie a fait l'objet ces dernières années d'une réévaluation éminemment positive⁷³, on devrait prendre garde de ne pas en restreindre l'usage à l'irruption d'une politique d'émancipation. Le possible, ce peut être aussi la survenue brutale du désastre ou le glissement progressif vers la catastrophe. Si « le chapitre des bifurcations reste ouvert à l'espérance », comme l'affirmait

72. Bachelard écrit dans *La Valeur inductive de la réalité* que « c'est par le possible qu'on découvre le réel ».

73. Pour une discussion de cette catégorie, voir en particulier L. Jeanpierre, F. Nicodème et P. Saint-Germier, « Possibilités réelles », *Tracés*, 2013, n° 24.

Blanqui au sortir de la Commune⁷⁴, il l'est également au chaos et au désespoir.

Ce livre s'enracine donc dans cette conception d'une histoire qui n'oppose pas la contingence de l'événement (salvateur ou désastreux) à l'inertie des structures économiques, sociales, politiques, idéologiques : c'est précisément lorsque les structures sont mises en crise que l'événement devient possible. « L'histoire ne fait rien », écrivait Marx ; elle constitue un champ des possibles, dont certains relèvent à l'évidence du cauchemar pour des millions d'individus et pour des peuples entiers, nous condamnant à agir en urgence, sans garantie ni promesse. L'histoire ne propose de modèle(s) qu'aux orphelins des grandes prophéties (religieuses ou séculières), qui cherchent désespérément un chemin balisé une fois pour toutes et la promesse d'un avenir radieux. Aux autres, elle donne à voir des trajectoires possibles et circonstanciées, sous conditions – y compris des trajectoires désastreuses comme celle que nous décrivons dans ce livre. Or c'est déjà beaucoup ! Car l'un des déterminants majeurs de ces trajectoires, c'est bien la possibilité de l'action collective de ces millions d'exploités et opprimés qui, à l'échelle nationale comme à celle de l'humanité tout entière, composent une majorité sociale. Si les hommes et les femmes « font l'histoire » dans des circonstances qu'ils n'ont pas choisies, nul doute qu'une compréhension commune de ces circonstances (et une conscience aiguë des dangers) peut constituer un instrument utile, sinon irremplaçable, pour l'action.

On aura sans doute compris que ce livre n'a donc la prétention de constituer ni un traité théorique sur le fascisme ni un livre d'enquête sur l'extrême droite contemporaine, mais un essai qui s'arme de théories et se fonde sur des enquêtes pour proposer une analyse de la situation politique en France en posant les questions suivantes : comment expliquer le retour

74. Cette formule est citée par Daniel Bensaïd dans de nombreux textes.

au premier plan puis le développement de l'extrême droite française, à partir des années 1980 ? Comment les transformations des rapports de classes et du champ politique, consécutives à la transformation néolibérale du capitalisme, y ont-elles contribué ? Quelles relations se nouent entre cette dynamique politique, la dérive autoritaire de l'État capitaliste et les transformations du nationalisme et du racisme ? Plus généralement, qu'est-ce qui, dans la situation présente, redonne une actualité à un projet de régénération d'une nation considérée comme « en déclin », de restauration par la force d'une unité perçue comme « menacée », et de rétablissement d'un ordre hiérarchique réputé « naturel » ? On cherchera donc principalement ici à proposer une analyse conjoncturelle en explorant les conditions qui engendrent la menace fasciste, en se demandant en particulier ce qui – dans la société française contemporaine – a pu (et peut) rendre crédible une offre politique de type néofasciste.

Si le FN sera fortement présent dans cet essai, il n'en constitue pas le cœur⁷⁵. On chercherait d'ailleurs en vain une essence du Front national, et il ne suffit pas de rappeler ses origines fascistes pour lui attribuer une nature ou lui assigner un destin. Selon les rapports de force politiques et sociaux tels qu'ils s'établiront en France dans les mois et années à venir, selon ce qui se jouera au sein du parti de Marine Le Pen, mais aussi selon l'attitude des classes possédantes et l'action des classes subalternes, le FN pourrait progresser encore ou décliner ; il pourra se muer en parti néofasciste achevé ou au contraire

75. Sur le FN, son histoire et sa sociologie, ont été publiés plusieurs livres de qualité dans la période récente. Voir notamment S. Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2012 ; A. Dézé, *Le Front national. À la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012 ; S. Crépon, A. Dézé et N. Mayer (dir.), *Les Faux-Semblants du Front national*, Paris, Presses de la FNSP, 2015 ; V. Igounet, *Le Front national. De 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*, Paris, Seuil, 2014. Notons également des études plus anciennes : A. Bihl, *Le Spectre de l'extrême droite*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1998 ; G. Birenbaum, *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992.

s'intégrer au jeu politique traditionnel. Le FN importe donc comme véhicule – peut-être provisoire – d'une dynamique historique qui le dépasse. Mais, dans la mesure où il s'est imposé au cours des trente dernières années comme le principal représentant politique et organisateur collectif des ressentiments sociaux, parvenant à leur donner un sens national/racial plutôt qu'anticapitaliste et de classe, il apparaît nécessaire d'analyser son discours et son action, son recrutement militant et son influence électorale.

Reste que focaliser l'attention sur le FN, c'est se condamner à ne rien comprendre aux forces souterraines qui sont les vecteurs de son ascension et qui renvoient en particulier à la crise du capitalisme néolibéral (particulièrement aiguë dans le cas de la France). Seule une analyse des transformations des rapports de classe et du champ politique, de l'État et de l'idéologie, peut rendre raison de ces forces. Et seule une dynamique d'appropriation populaire de la politique et de socialisation de l'économie pourrait permettre de surmonter cette crise dont ont resurgi les « monstres » et les « phénomènes morbides » qu'évoquait Gramsci, lui-même emprisonné par une dictature fasciste. Comme l'écrivait avec force l'un des fondateurs de l'École de Francfort, Max Horkheimer, « celui qui ne veut pas parler du *capitalisme* doit se taire à propos du *fascisme* ». Mais le capitalisme en tant que mode de production ne saurait être qu'un point de départ ; aller au-delà et produire une analyse concrète suppose d'appréhender la manière dont les rapports, les conflits et les luttes de classe inhérents au capitalisme se retraduisent, de manière déformée (et parfois méconnaissable), sous la forme de rapports, de conflits et de luttes politiques. Ce livre a donc pour objet central, non le Front national lui-même, mais la manière dont un danger fasciste – incarné par le FN – s'est engendré et renforcé à partir d'une certaine configuration politique du capitalisme français.

Cette configuration est le produit d'une série de dynamiques : le tournant néolibéral des politiques publiques ; le durcissement autoritaire de l'État ; le renforcement du natio-

nalisme et du racisme ; la montée du Front national, devenu capable de structurer en grande partie l'agenda politique autour de ses obsessions (l'immigration, l'identité nationale, l'insécurité et l'islam) ; et enfin l'affaiblissement *politique* du prolétariat (forte baisse de son niveau d'organisation, notamment syndicale, désorientation idéologique, effondrement du mouvement communiste, conversion néolibérale du PS, etc.). La menace fasciste surgit de l'interaction entre ces différentes dynamiques, qui renvoient chacune à des logiques, des temporalités et des acteurs spécifiques tout en s'entretenant les unes les autres, dans un cercle vicieux dont il paraît actuellement impossible de s'extraire. L'accumulation des contre-réformes néolibérales engendre l'appauvrissement des classes populaires et la croissance des inégalités mais aussi, indirectement, la colère et la contestation. Or, pour y faire face, la classe dirigeante française a intensifié la répression visant les mouvements sociaux ainsi que les quartiers où se concentre la misère. Elle a aussi recouru à une démagogie nationaliste et raciste qui n'a cessé d'alimenter les succès électoraux de l'extrême droite. En retour, l'audience de cette dernière a justifié l'accentuation des politiques sécuritaires par les partis qui se succèdent au pouvoir, tout en favorisant et légitimant l'emploi d'une rhétorique qui cible les musulmans, les Roms et les migrants, et qui vise à reconquérir les parts du gâteau électoral grignoté par l'extrême droite.

Précisons pour finir que cette étude portera spécifiquement sur la France. C'est en effet à l'échelle nationale que continuent à se cristalliser les rapports de force politiques mais aussi idéologiques et à se déployer l'essentiel des mouvements sociaux, malgré la mondialisation capitaliste et les formes d'intégration régionale (en particulier l'Union européenne) ; c'est donc à cette échelle que doit d'abord être saisi et décrit le danger néofasciste. Néanmoins, la menace s'exprime à une échelle bien plus vaste et s'affirme dans de nombreux pays, donnant lieu à des débats importants sur la caractérisation des forces en présence et la nature des transformations à l'œuvre.

L'accès au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis⁷⁶, de la Lega en Italie ou de Narendra Modi en Inde⁷⁷, la politique menée par Viktor Orbán en Hongrie⁷⁸, la radicalisation de la droite israélienne⁷⁹, l'accélération autoritaire impulsée par Recep Tayyip Erdoğan en Turquie⁸⁰, ou encore l'offensive réactionnaire des droites brésilienne, argentine et vénézuélienne⁸¹ : une telle accumulation signale que les conditions de développement de forces néofascistes ou de fascisation de forces existantes sont présentes dans de nombreuses sociétés. Mais elle indique plus profondément que les bourgeoisies, ou du moins des fractions conséquentes de celles-ci, sont disposées à recourir à des moyens de plus en plus autoritaires pour résoudre, sur le dos des classes populaires et des minorités, la crise de leur système économique⁸².

76. Voir notamment J. Caplan, « Trump and Fascism. A view from the Past », 17 novembre 2016, <http://www.historyworkshop.org.uk/trump-and-fascism-a-view-from-the-past/> ; R. O. Paxton, « Le régime de Trump est une ploutocratie », 6 mars 2017, http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/03/06/robert-o-paxton-le-regime-de-trump-est-une-ploutocratie_5089711_3232.html ; G. Eley, « Is Trump a Fascist ? », 19 mars 2018, <https://www.versobooks.com/blogs/3697-broadside-for-the-trump-era-is-trump-a-fascist> ; D. Tanuro, *Le Moment Trump. Une nouvelle phase du capitalisme mondial*, Paris, Demopolis, 2018 ; E. Traverso, *Les Nouveaux Visages du fascisme*, op. cit., p. 23-32.

77. Voir en particulier A. Ahmad, « India. Liberal democracy and the extreme right », *Socialist Register*, 2016, n° 52 ; K. Chandra, « Authoritarian India. The State of the World's Largest Democracy », *Foreign Affairs*, 16 juin 2016, <https://www.foreignaffairs.com/articles/india/2016-06-16/authoritarian-india> ; R. Desai, « Hindutva and Fascism », *Economic & Political Weekly*, 31 décembre 2016.

78. Voir notamment J. Rupnik, « La démocratie illibérale en Europe centrale », *Esprit*, 2017/6 ; G. M. Tamas, « This is post-fascism », *Arbetet*, 26 septembre 2015, <https://arbetet.se/2015/09/26/gaspar-miklos-tamas-this-is-post-fascism/>.

79. Voir par exemple D. Vidal, « La droite et l'extrême droite israéliennes en pleine radicalisation », *Mediapart*, 2 octobre 2017, <https://blogs.mediapart.fr/dominique-vidal/blog/021017/la-droite-et-lextreme-droite-israeliennes-en-pleine-radicalisation>.

80. Voir E. Öngün, « Turquie : une dérive autoritaire sans fin », *Contretemps*, 22 février 2017, <https://www.contretemps.eu/turquie-erdogan-autoritarisme>.

81. Voir A. Saad-Filho et A. Boito, « Brasil : the failure of the PT and the rise of the new right », *Socialist Register*, 2016, n° 52.

82. Voir notamment G. Achcar, *Le Choc des barbaries. Terrorismes et désordre mondial*, Paris, Syllepse, 2017 [2002], avec une préface inédite.

Du côté de l'extrême droite proprement dite, on a vu émerger et s'affirmer depuis une quinzaine d'années un sens commun néofasciste – un ensemble de pseudo-évidences partagées, non seulement par des forces politiques, mais bien au-delà. De ce point de vue, la présence au dernier congrès du Front national de Steve Bannon – ancien conseiller stratégique de Donald Trump et adepte du philosophe fasciste Julius Evola – ne révèle pas simplement une dynamique idéologique frontiste bien éloignée de ses dehors respectables. Elle témoigne également de circulations qui, si elles n'ont jamais cessé entre les extrêmes droites occidentales⁸³, incluent plus que jamais aujourd'hui les franges radicalisées des droites. Si ces forces sont à la fois partenaires et concurrentes, leur objectif est suffisamment clair et dangereux pour être pris au sérieux : la formation d'une nouvelle hégémonie.

83. Sous la forme de partage d'expériences et de réflexions stratégiques mais aussi de financements : le FN bénéficia ainsi à sa naissance d'importants subsides provenant de la principale organisation néofasciste italienne, le MSI. Voir V. Igounet, *Le Front national*, *op. cit.*

terrorisme. Ce danger ne réside pas davantage dans l'« individualisme » – lui-même étant le produit de l'individualisation concurrentielle sous contrainte patronale et étatique – ou la prétendue passivité des populations⁵³, comme le postulent nombre d'intellectuels conservateurs. Le principal danger pour la démocratie, c'est bien la radicalisation d'une bourgeoisie qui aimerait se passer de ce *dèmos* encombrant ! À tel point qu'un de ses porte-parole les plus assidus pouvait affirmer sans ironie en mars 2016 : « Comme il serait plaisant de gouverner s'il n'y avait pas ce satané peuple français ! Sans lui, notre pays serait depuis longtemps un pays de cocagne, avec une économie dynamique et un taux de chômage proche de zéro, comme chez nos voisins. [...] La France n'est pas aidée, mais elle ne s'aide pas non plus. Si son peuple n'est pas à la hauteur, peut-elle au moins en changer⁵⁴ ? »

Dans *Les Luttes de classes en France*⁵⁵, Marx rappelait d'ailleurs que la bourgeoisie ne s'en remet au suffrage universel et au régime constitutionnel que dans la stricte mesure où ils permettent d'assurer pacifiquement la reproduction de l'ordre capitaliste : « La domination bourgeoise en tant qu'émanation et résultat du suffrage universel, en tant qu'expression de la volonté du peuple souverain, voilà le sens de la Constitution bourgeoise. Mais à partir du moment où le contenu de ce droit de suffrage, de cette volonté souveraine n'est plus la domination bourgeoise, la Constitution a-t-elle encore un sens ? N'est-ce pas le devoir de la bourgeoisie de réglementer le droit de vote de telle façon qu'il veuille le raisonnable, sa domination ? »

Capitalisme et démocratie à l'âge néolibéral

À prendre au sérieux les trois transformations structurelles évoquées précédemment, on comprend aisément que la principale menace à laquelle fait face la *démocratie* n'est pas le

52. S. de Royer, « Emmanuel Macron, Alexis Kohler, Ismaël Emelien : ce trio qui dirige la France », *Le Monde*, 7 août 2017, http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/08/07/ce-trio-qui-dirige-la-france_5169441_823448.html.

53. Ayant le sentiment qu'ils sont privés de tout pouvoir, de nombreux citoyens peuvent effectivement devenir passifs. Mais on doit rappeler que les pouvoirs publics ont obstinément construit cette passivité, non simplement par des discours (le fameux « il n'y a pas d'alternative » de Thatcher, repris sur tous les tons depuis trente ans par le chœur des éditorialistes, intellectuels médiatiques et journalistes dominants), mais à travers la construction d'institutions rendant de plus en plus opaques les prises de décision et en raison de la disparition de toute différence significative entre gouvernements « de droite » et gouvernements « de gauche ».

54. F.-O. Giesbert, « Le cauchemar de Tocqueville », *Le Point*, 10 mars 2016.

55. K. Marx, *Les Luttes de classes en France*, Paris, Éditions sociales, 1974, p. 152-153.

En d'autres termes, dès lors que la démocratie – même corsetée par la domination capitaliste, limitée par l'ampleur des inégalités et appauvrie par la faiblesse du pluralisme politique et médiatique – devient un obstacle sur la route de l'accumulation du capital, la bourgeoisie n'hésitera pas à s'en passer. En tout cas elle fera-t-elle si les bénéfices qu'elle peut en tirer surpassent les coûts associés à une autre forme de domination politique. Elle n'a ainsi jamais craint de se débarrasser purement et simplement de la démocratie libérale et d'user des moyens les plus criminels pour maintenir ou asseoir son pouvoir. En témoignent les répressions féroces (de la Commune de Paris aux massacres commis en Algérie le 8 mai 1945 et à Madagascar en 1947 par le gouvernement issu de la Résistance), les dictatures militaires (comme dans le Chili de Pinochet ou la Grèce des colonels), ou les régimes fascistes (l'Italie et l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, où l'on oublie trop souvent que ce sont les partis de la droite bourgeoise, représentants politiques traditionnels des classes dominantes, qui ont livré le pouvoir à des forces minoritaires électoralement⁵⁶).

Dans la période actuelle, il apparaît de plus en plus évident que le capitalisme n'a nullement un besoin « naturel » de la démocratie. C'est au contraire à une dérive autoritaire que nous assistons partout. À pousser le raisonnement, on pourrait même affirmer que le modèle chinois n'est nullement une exception dans le monde capitaliste contemporain, pas davantage qu'un simple renvoi à l'époque de l'accumulation primitive puis de la première révolution industrielle. Comme l'affirme Slavoj Žižek, le cas chinois pourrait même être « un signe de l'avenir⁵⁷ » ; non pas tant le règne du parti unique et l'absence d'élections libres au suffrage universel que la limitation drastique des libertés politiques et syndicales, d'organisation et d'expression, et la surveillance préventive de la population.

56. Voir l'introduction de cet ouvrage.

57. G. Agamben, A. Badiou et al., *Démocratie, dans quel état ?*, Paris, La Fabrique, 2009, p. 131.

C'est d'ailleurs l'une des principales faiblesses des approches d'Alain Badiou ou du Comité invisible, entre autres, que d'effacer d'un trait de plume les contradictions possibles entre capitalisme et démocratie. Le premier dissout la démocratie dans le capitalisme (d'où son expression de « capitalo-parlementaire »), et « renvoie toute égalité politique à un simple reflet inversé ou un instrument trompeur de la domination du Capital »⁵⁸ ; les seconds, suivant Giorgio Agamben, tendent à réduire la démocratie à une simple « technique de gouvernement⁵⁹ ». On trouve à la racine de ces approches une critique aristocratique de l'« homme démocratique », qu'Alain Badiou doit pour l'essentiel à Platon et Giorgio Agamben à Heidegger⁶⁰. De leurs positions découle le postulat suivant : le suffrage universel, les libertés civiles et même les droits sociaux seraient par essence fonctionnels à la fabrique du consentement dans les sociétés capitalistes et ne sauraient menacer d'une quelconque manière l'ordre capitaliste. Du côté du Comité invisible, cela va jusqu'à présenter généralement le mouvement syndical et la gauche politique – y compris radicale – comme les organes dociles d'un Pouvoir omniscient et omniprésent⁶¹.

Dans ces conceptions, la démocratie se trouve ainsi réduite à une essence figée dans des procédures et des institutions, et l'histoire des luttes de classe semble n'avoir aucune place ni ne laisser aucune trace : toute conquête, sociale ou démocratique,

58. J. Rancière, *En quel temps vivons-nous ? Conversation avec Éric Hazan*, Paris, La Fabrique, 2017, p. 13.

59. Jacques Rancière écrit ainsi : « On a vu resurgir les vieux discours, Cohn-Bendit en première ligne disant que c'est la démocratie qui a amené Hitler, etc. Plus les positions quasi dominantes chez ceux qu'on appelle les intellectuels, pour qui la démocratie, c'est le règne de l'individu consommateur formaté, c'est la médiocratie... des positions qu'on retrouve depuis la droite jusqu'à l'extrême gauche, disons depuis Finkielkraut jusqu'à *Tiqqun !* », *ibid.*, p. 96.

60. Dans les deux cas, cette critique est justiciable de la contre-critique dévastatrice proposée par J. Rancière dans *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

61. Pour une présentation critique, voir U. Palheta, « Les influences visibles du Comité invisible », *La Revue du Crieur*, 2016, n° 4.

tique, est assimilée à un nouveau mécanisme d'enrôlement des subalternes dans la machinerie « capitalo-parlementaire » ou dans l'« Empire ». Si bien qu'on comprend mal la politique actuelle des bourgeoisies : pourquoi les classes dirigeantes se donneraient-elles tant de mal pour domestiquer le mouvement syndical (en jouant alternativement de la répression et de la domestication, du bâton et de la carotte), limiter les libertés civiles (en imposant l'état d'urgence) et contourner le suffrage universel (dont plusieurs exemples récents ont montré qu'il pouvait ne pas se plier à leurs désirs), si tous ces éléments de la démocratie telle que nous la connaissons – c'est-à-dire sous une forme extrêmement limitée – étaient de purs rouages de la domination capitaliste ? Il y a là un fait qui n'est énigmatique que pour une politique « pure », qui peut aisément dériver en antipolitique, ne décelant dans la domination capitaliste aucune contradiction sur laquelle pourraient s'appuyer les luttes des subalternes et n'imaginant d'opposition que campée dans une impossible extériorité à l'économie et à la politique.

À rebours de cette tendance à congédier l'analyse des contradictions, seule la trajectoire historique des luttes sociales et politiques permet de comprendre ce qui se joue actuellement. En particulier, elle permet de saisir l'offensive néolibérale comme une réponse du capital à la vague de luttes et d'insubordination qui a marqué les « années 1968 ». Le néolibéralisme, conçu comme projet de classe et mis en œuvre à partir de la fin des années 1970, a ainsi eu des visées conjointes : la destruction de l'ensemble des droits sociaux et la réduction drastique des libertés politiques obtenus de haute lutte par le mouvement ouvrier aux XIX^e et XX^e siècles ; mais aussi l'écrasement du moindre espace d'autonomie conquis par les salariés sur leurs lieux de travail. Or, que sont ces droits sociaux (droit à la santé et à l'instruction par exemple), mais aussi ces libertés et ces marges d'autonomie, sinon l'empreinte dans le présent des combats passés menés par les dépossédés ? Que sont-ils sinon les sites d'un (contre-)pouvoir populaire mouvant et embryonnaire mais réel, et parfois même des

« gisements de communisme⁶² », autant de signes d'un autre monde possible ?

Certains pensent que les sociétés capitalistes avancées seraient entrées dans l'ère de la « postdémocratie⁶³ ». Stimulante, cette hypothèse a néanmoins le défaut de reposer sur une vision fétichisée de la période antérieure à l'offensive néolibérale : ces si mal nommées « Trente Glorieuses », considérées comme une sorte d'âge d'or démocratique et social du capitalisme. Or, non seulement cette période ne fut qu'une parenthèse dans l'histoire longue du capitalisme⁶⁴, mais qui oserait dire à celles et ceux qui trimaient dans les usines ou sur les chantiers, aux ouvriers agricoles et aux OS immigrés, aux syndicalistes et aux militants anticolonialistes, que dans ces années l'exploitation était plus douce, l'arbitraire patronal moindre et l'État bienveillant à l'égard des luttes des exploités et des opprimés ? Outre l'autoritarisme du régime gaullien ainsi que les violences patronales ou d'extrême droite, c'est oublier que, comme le rappelait récemment l'économiste Thomas Piketty, « la période 1945-1967 se caractérise en France par [...] un mouvement de reconstruction des inégalités » (de classe et de genre) ; c'est le mouvement de mai-juin 1968 qui amorça un processus de réduction des inégalités (jusqu'en 1983)⁶⁵. Parler de « divorce » entre capitalisme et démocratie, comme le font certains auteurs⁶⁶, paraît ainsi manquer la cible. Sauf à considérer que leur mariage d'antan ne fut que très provisoire et de raison, et que le premier se permit sans

62. Voir I. Johsua, *La Révolution selon Karl Marx*, Lausanne, Page-deux, 2012.

63. C. Crouch, *Postdémocratie*, Zurich, Diaphanes, 2013.

64. Voir W. Streeck, « The crisis of democratic capitalism », *New Left Review*, septembre-octobre 2011, n° 71.

65. T. Piketty, « Mai 68 et les inégalités », 5 mai 1968. http://www.lemonde.fr/idees/article/2018/05/05/thomas-piketty-mai-68-et-les-inegalites_5294668_3232.html.

66. Voir notamment cette chronique de l'influent éditorialiste britannique Martin Wolf : « Capitalism and democracy. The strain is showing », *Financial Times*, 30 août 2016, <https://www.ft.com/content/e46e8c00-6b72-11e6-ae5b-a7cc5dd5a28c>.

cesse des escapades vers l'autoritarisme. L'époque du prétendu « capitalisme démocratique » ne fut-elle pas, aux États-Unis, celle du maccarthysme et de la guerre de basse intensité menée par l'État fédéral contre les mouvements noirs et, en France, celle des guerres d'Indochine et Algérie, avec leurs cortèges de répression, de torture et de massacres ?

Pour autant, peut-on se contenter d'affirmer que les structures politiques du capitalisme demeurent invariablement autoritaires derrière le vernis de la démocratie libérale ? Rien de neuf sous le soleil, vraiment ? Nullement, mais les transformations de ces structures suivent la pente des rapports de force entre les classes et entre les nations. Et cette pente dépend de la capacité des classes dirigeantes occidentales à intégrer politiquement des franges significatives des classes subalternes dans des blocs de pouvoir hégémoniques, mais aussi à mater les résistances des peuples du Sud global, directement ou le plus souvent par le biais d'élites cooptées. La transition que Colin Crouch décrit comme un passage de la démocratie à la « postdémocratie » doit plutôt être comprise comme une transformation des formes politiques de la domination sociale, sous l'effet d'une vaste défaite des travailleurs à l'échelle mondiale⁶⁷ et de la plupart des nations opprimées face à l'offensive menée par les bourgeoisies occidentales à partir des années 1970. Cette défaite s'est prolongée dans une entreprise de soustraction de fonctions économiques et sociales décisives à toute forme de contrôle populaire. Les institutions européennes et internationales ont été des actrices de premier plan dans cette offensive autoritaire, avec la complicité des gouvernements nationaux.

67. Dans chaque pays, le mouvement ouvrier a ainsi connu des défaites emblématiques, qui ont eu des effets politiques importants : la grève des contrôleurs aériens brisée par Ronald Reagan aux États-Unis en 1981, celle des mineurs britanniques en 1984-1985 confrontée à l'intransigeance et à la violence répressive de Thatcher, ou encore les grèves des ouvriers de la sidérurgie et de l'industrie automobile en France au début des années 1980.

« Démocraties capitalistes », État néolibéral-autoritaire et fascisme

Comme on l'a dit plus haut, la contre-révolution autoritaire a d'abord été, à la fin des années 1970, une réponse à la montée des luttes sociales (incluant les luttes antiracistes et de l'immigration mais aussi les luttes féministes et écologistes) et d'une conscience anticapitaliste de masse. Pour autant, son amplification présente ne renvoie pas à l'imminence d'une menace révolutionnaire à laquelle seraient confrontées les classes dirigeantes des puissances capitalistes dominantes. D'ailleurs, au regard de l'ampleur des reculs imposés aux populations et des méthodes employées, la polarisation politique y demeure pour l'instant relativement faible et les luttes de classe d'une intensité indéniablement moindre que dans l'entre-deux-guerres. On assiste donc actuellement davantage à une décomposition progressive des équilibres politiques antérieurs – dont les effets à moyen et long terme sont imprévisibles – et à une offensive autoritaire préventive, qu'à une soudaine irruption des dépossédés renversant la table et contraignant les bourgeoisies à se passer de la démocratie. Cela étant, rien n'empêche d'envisager, dans les années à venir, un approfondissement de la crise politique, une politisation radicale à grande échelle et une accélération de la poussée autoritaire.

Comme on l'a vu, le glissement des « démocraties capitalistes » vers des régimes autoritaires respectant généralement la légalité formelle tout en marginalisant, corsetant voire écrasant les formes directes d'intervention démocratique, ne date pas, en France, de la mise en place de l'état d'urgence. Il s'est amorcé dès la fin des années 1970 et exprime depuis lors une crise latente des États capitalistes tels qu'ils se sont construits aux XIX^e et XX^e siècles. L'enjeu politique actuel, pour les classes dirigeantes, se situe donc au niveau des structures mêmes de ces États : il s'agit de relancer l'accumulation capitaliste tout en assurant la reproduction des rapports sociaux et la légitimation de la domination bourgeoise. Cela supposerait, non la simple

répression des mouvements de contestation, mais leur domestication et l'intégration politique de larges segments du salariat. Or, cette dimension s'est révélée en France un point d'achoppement pour l'État néolibéral-autoritaire, du fait notamment de l'ampleur des luttes sociales et politiques depuis l'hiver 1995.

Comment situer le danger fasciste vis-à-vis de cette offensive autoritaire ? Tout d'abord, rappelons que l'État autoritaire n'est nullement synonyme de fascisme, ni d'ailleurs généralement de « fascisation rampante » (de la société ou de l'État). Un gouvernement qui interdit une manifestation, gouverne par ordonnances, marginalise le Parlement, réprime dans les quartiers pauvres, etc., ne saurait être assimilé *ipso facto* à un gouvernement fasciste. L'État fasciste ne désigne pas en effet un gouvernement un peu plus répressif que les gouvernements ordinaires mais un régime d'exception dans lequel l'État de droit tel que nous le connaissons est purement et simplement aboli⁶⁸ ; les libertés individuelles et collectives, les droits démocratiques fondamentaux et les protections juridiques vis-à-vis de l'arbitraire étatique (d'ores et déjà très inégales selon le statut des citoyens si l'on pense à la situation des non-Blancs) supprimés. Un tel régime d'exception ne peut s'imposer que dans une conjoncture extra-ordinaire, au terme d'une crise politique d'une magnitude exceptionnelle. Il ne peut résulter d'une évolution pas à pas, linéaire : un État ne devient pas progressivement de plus en plus autoritaire jusqu'à se découvrir fasciste un (sinistre) matin. Le fascisme n'est pas le stade terminal d'un lent processus menant inéluctablement les démocraties capitalistes au totalitarisme, et passant par tous les degrés d'autoritarisme.

Seules des situations extrêmement imprévisibles, ingouvernables, rendent possible la conquête du pouvoir par ceux qui apparaissent, quelques années seulement auparavant, comme des tribuns grotesques entourés de partisans haineux et de bandes marginales. Le fascisme ne constitue donc ni le destin

68. Voir N. Poulantzas, *Fascisme et dictature*, Paris, Seuil/Maspero, 1974 [1970].

inexorable des démocraties capitalistes, ni la volonté inavouable mais inflexible des classes dirigeantes. Le passage d'États libéraux ou autoritaires à des régimes d'exception (dictatures militaires ou fascistes) est historiquement rare, ne serait-ce qu'en raison des risques qu'il fait courir aux possédants. Le risque pour ces derniers n'est pas de tout perdre (car ils parviennent généralement à s'accommoder de n'importe quel régime), mais de devoir renoncer à la maîtrise pleine et entière de la situation politique et de voir s'accroître à terme l'instabilité et la polarisation politiques. C'est d'ailleurs pour cela que les fascistes, s'ils ont bénéficié historiquement de la complaisance et même de l'aide directe de la classe dominante, ne constituent jamais la première option de celle-ci. Elle ne s'y résout – et encore partiellement, car certaines fractions de la bourgeoisie refusent jusqu'au bout de recourir au fascisme – qu'en désespoir de cause, avec la prétention illusoire de parvenir à le maîtriser. Néanmoins, pour plusieurs raisons qu'il importe d'énumérer et de préciser, le triomphe des organisations fascistes fut bien préparé historiquement par le durcissement autoritaire des États capitalistes, impulsé par les gouvernements bourgeois traditionnels⁶⁹.

Tout d'abord, l'autoritarisme tend à accoutumer les élites politiques traditionnelles au recours croissant à des procédures d'exception et à des formes intensifiées de répression (parfois extra-légales). Cet usage de plus en plus généralisé de la force a pour effet de le rapprocher nécessairement de l'extrême droite en légitimant les « solutions » proposées par cette dernière. Elle amène ainsi la droite, ou du moins des segments de celle-ci, à considérer les fascistes d'un autre œil et ainsi à envisager la possibilité d'alliances avec eux de la base au sommet. Il a en outre pour effet d'habituer les populations à voir leurs droits

69. Qu'on pense aux gouvernements dirigés par Brüning puis von Papen en Allemagne avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Sur les rapports entre ces gouvernements bourgeois autoritaires et la dynamique fasciste, voir notamment le texte magistral de Léon Trotski : « Démocratie et fascisme », in *Contre le fascisme. 1922-1940*, Paris, Syllepse, 2015, p. 196-206.

politiques fondamentaux restreints, les disposant moins à la révolte qu'à l'apathie. Le durcissement autoritaire contribue également à renforcer et à autonomiser les appareils répressifs de l'État, dans lesquels l'extrême droite trouve généralement de solides points d'appui en vue de futurs combats⁷⁰. Enfin, l'autoritarisme implique la mise en place d'une base institutionnelle et d'un arsenal juridique qui donnent immédiatement à l'extrême droite, quand celle-ci parvient au pouvoir, les moyens de bâtir un pouvoir dictatorial, d'asseoir légalement sa domination et de déployer contre toute forme d'opposition une violence potentiellement sans limites⁷¹. Rappelons au passage qu'aussi bien les régimes mussolinien et hitlérien, mais aussi salazariste et pétaïniste, sont parvenus au pouvoir et ont imposé leur dictature, non par des coups d'État, mais par des voies qui respectaient formellement la légalité (sans pour autant qu'ils aient obtenu la majorité lors d'élections démocratiques).

Il existe également un lien plus indirect, mais crucial, entre les tendances autoritaires et le danger fasciste. L'émergence d'un mouvement fasciste puissant, capable de conquérir et d'exercer le pouvoir politique, n'est en effet possible que dans le contexte d'une crise d'hégémonie des classes dominantes. Or la transformation autoritaire des États capitalistes contemporains dérive bien, au moins en partie, de la faible légitimité politique des partis qui se succèdent au pouvoir et de leur enracinement social déclinant. Pour autant, il est douteux que l'État néolibéral, qui a bien peu à voir avec la démocratie libérale et constitue plutôt une version actualisée de l'étatisme autoritaire décrit par Nicos Poulantzas,

70. L'audience très importante du Front national dans les appareils répressifs (police et gendarmerie) est bien connue. Voir notamment : « 2012-2017 : une radicalisation du vote des membres des forces de sécurité », *IFOP Focus*, mars 2017, n° 151.

71. Pour une tentative d'anticipation de la manière dont le FN pourrait, une fois parvenu au pouvoir, user des institutions de la V^e République, voir C. Fou-teau et M. Hajdenberg, « Si Marine Le Pen était présidente », *Mediapart*, 14 mars 2017, <https://www.mediapart.fr/journal/france/140317/si-marine-le-pen-etait-presidente?onglet=full>.

puisse se pérenniser sous une forme stable. Outre le fait que les méthodes expéditives de gouvernement – les ordonnances par exemple – ne sauraient colmater les brèches que provisoirement et partiellement, l'État néolibéral-autoritaire est à la fois un produit de la crise d'hégémonie et un facteur d'accentuation de cette crise. Plus cette crise s'approfondit, plus les gouvernements sont amenés à gouverner de manière autoritaire, renforçant ainsi la défiance de larges secteurs de la population, donc aiguisant la crise d'hégémonie⁷². Au-delà des instances parlementaires, qui apparaissent de plus en plus comme un théâtre d'ombres où se joue une pièce tragi-comique sans prise sur le monde, cette dimension autodestructrice de l'État néolibéral-autoritaire se marque particulièrement dans ses modes et capacités d'intervention.

Cet État se construit sur les cendres de l'État capitaliste de la période précédente, marqué par l'inscription institutionnelle des acquis démocratiques et sociaux de la classe ouvrière. Il ne cherche pas seulement à liquider ces conquêtes ; il se débarrasse également des instruments – notamment monétaires et budgétaires – qui donnaient antérieurement aux États capitalistes dominants la possibilité d'intervenir activement dans la sphère économique et d'amortir ainsi les crises inhérentes à l'économie capitaliste. Soumis aux injonctions conjointes du capital (de plus en plus déterritorialisé sous la férule de la finance de marché) et des institutions internationales ou supranationales, il n'est pas certain que l'État néolibéral-autoritaire soit désormais en capacité de gérer les « affaires communes de la classe bourgeoise tout entière⁷³ », et encore

72. « L'ensemble de la phase actuelle est caractérisé par une accentuation particulière des éléments génériques de crise politique et de crise de l'État, accentuation qui, elle-même, s'articule à la crise économique du capitalisme. C'est cette accentuation [...] qui constitue un trait structurel et permanent de la phase actuelle. L'étatisme autoritaire se présente également comme une résultante de, et comme une réponse à, l'accentuation de ces éléments de crise » (N. Poulantzas, *L'État, le Pouvoir et le Socialisme*, op. cit., p. 291).

73. K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Garnier-Flammarion, 1999 [1848].

moins d'élaborer un projet politique fédérateur permettant de former des alliances interclasses. Ajoutons qu'en cherchant à transformer la matérialité même de l'État – par l'imposition de nouveaux modes de fonctionnement et d'intervention reposant pour l'essentiel sur des normes importées des entreprises privées et par la substitution d'une logique de rentabilité à une logique de bien public –, les gouvernements successifs ont affaibli ce qui constituait un élément décisif de stabilisation et de légitimation de la domination capitaliste.

L'un des traits particuliers de l'État néolibéral-autoritaire tient en outre dans la réduction progressive, mais considérable, de son autonomie vis-à-vis de la classe dominante – sans pour autant qu'elle se trouve complètement abolie. Ainsi éprouve-t-il une difficulté croissante à prétendre incarner un improbable « intérêt général », c'est-à-dire à transmuier l'intérêt propre de la classe dominante en intérêt universel. En France, chacun des trois derniers présidents – Sarkozy, Hollande et Macron – est ainsi apparu très rapidement comme un « président des riches » aux yeux d'une grande partie de la population. Or l'hégémonie capitaliste suppose précisément un État politique capable d'opérer cette mystification/abstraction des intérêts purement économiques de la bourgeoisie, en les élevant au rang d'intérêt de l'ensemble de la société, d'*intérêt national*. La politique elle-même se trouve dévaluée et tend à dépérir, sous le coup non seulement de cette réduction de l'autonomie relative de l'État mais aussi d'une « politique dépolitisée⁷⁴ », ou plus précisément d'une « politique de la dépolitisation⁷⁵ ». Cela a pour effet qu'une partie croissante de la population ressent un mépris non seulement pour les professionnels de la politique, mais pour la politique elle-même – sentiment dont l'extrême droite se nourrit habilement.

74. W. Hui, « Depoliticized Politics. From East to West », *New Left Review*, septembre-octobre 2006, n° 41.

75. P. Bourdieu, « Contre la politique de dépolitisation », in *Contre-feux 2*, Paris, Raisons d'agir, 2000.

La crise idéologique à laquelle fait face la classe dominante, dimension particulière de la crise d'hégémonie, ne se réduit donc pas à la crise des institutions assurant la diffusion de l'idéologie dominante (le système d'enseignement, dont on connaît les difficultés, ou les médias dominants). Elle est avant toute chose un produit de l'incapacité grandissante de l'État et de ses représentants à donner corps à la fiction d'une puissance publique autonome, au-dessus des classes et capable de transcender leurs intérêts particuliers (notamment l'intérêt des puissants). Plus profondément, c'est ici le déclin des partis de masse qui est le facteur décisif. Rien n'est en effet venu les suppléer dans la fonction hégémonique qu'ils accomplissaient naguère. Nicos Poulantzas indiquait déjà que la haute administration d'État tendait à devenir le « parti réel de l'ensemble de la bourgeoisie ». Mais il ajoutait que cela ne rendait pas moins indispensable l'existence d'un parti d'État dominant et de masse. Celui-ci devant être capable de coordonner et d'impulser l'activité de la base au sommet de l'État mais aussi de tisser des liens organiques entre les sommets de l'appareil d'État et la population.

Que frénétiquement les partis recherchent et revendiquent la présence sur leurs listes d'« acteurs de la société civile » ne doit pas tromper. C'est bien parce que ces liens sont extrêmement affaiblis, sinon inexistant, qu'il leur est nécessaire de mettre en avant des « personnalités » qui ne sont pas des professionnels de la politique mais se recrutent très majoritairement parmi les patrons (petits ou grands), professions libérales ou cadres dirigeants. Les seules relations organiques qui semblent subsister unissent aujourd'hui les sphères dirigeantes des entreprises, les sommets du pouvoir exécutif et des partis (réduits de plus en plus à de simples écuries présidentielles) et la haute fonction publique. Ces liens ne sont pas nouveaux – ils faisaient déjà l'objet des travaux classiques sur l'État capitaliste de Charles Wright Mills ou de Ralph Miliband⁷⁶ – mais

76. C. Wright Mills, *L'Élite au pouvoir*, Marseille, Agone, 2012 [1956] ; R. Miliband, *L'État dans la société capitaliste*, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles,

ils sont devenus extrêmement étroits. Ils favorisent ainsi des allers-retours incessants entre ministères et conseils d'administration de grandes entreprises et, surtout, une gestion de l'État sur le modèle et au service des entreprises capitalistes.

Revenons pour finir sur les liens entre le durcissement autoritaire des « démocraties capitalistes » et le danger fasciste. Comme on y a déjà insisté, un État fasciste ne saurait sortir tout armé de l'État capitaliste actuel par simple approfondissement du caractère autoritaire de ce dernier. Seule une situation au cours de laquelle la crise d'hégémonie se muerait en crise d'ensemble de l'État et où un mouvement fasciste (ou protofasciste) se montrerait suffisamment habile pour s'imposer comme alternative crédible de pouvoir, sans réaction unifiée de la gauche et des mouvements sociaux, pourrait mettre le fascisme à l'ordre du jour. Néanmoins, pour les raisons indiquées plus haut, la transformation autoritaire de l'État favorise insensiblement l'extrême droite. Elle crée aussi les conditions, en cas de crise de régime, d'une *fascisation* plus ou moins rapide de l'État qui, aujourd'hui comme dans l'entre-deux-guerres, opérerait par une série de ruptures, au sein et en dehors de l'État. Cela permettrait aux fascistes d'asseoir leur pouvoir sur l'ensemble de la société mais également de s'inscrire dans des tendances déjà présentes au cœur de l'État capitaliste (renforcement du pouvoir exécutif, intensification de la répression, marginalisation des instances élues, caporalisation des corps intermédiaires, etc.). On dira certainement que nous n'en sommes pas là ; c'est une évidence. Mais doit-on en arriver à ce point où le néofascisme devient candidat au pouvoir pour entreprendre de construire conjointement un mouvement antifasciste de masse et une alternative au néolibéralisme autoritaire ?

2012 [1969]. Voir également la controverse entre Poulantzas et Miliband autour de la théorisation de l'État capitaliste : <http://www.contretemps.eu/le-probleme-de-letat-capitaliste>. Voir enfin F. Denord, P. Lagneau-Ymonnet et S. Thine : « Le champ du pouvoir en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2011/5, n° 90.